

Joëlle Milquet présente ses ambitions au gouvernement

■ “La Libre” a pu consulter l’agenda du Pacte pour un enseignement d’excellence.

On ne pourra lui ôter cette volonté: la ministre Joëlle Milquet (CDH) entend bien jouer sur tous les fronts avec son Pacte pour un enseignement d’excellence.

Pour rappel, cet ambitieux projet porté par le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles vise à inaugurer un “*processus de qualité pour l’avenir*” de l’enseignement, en faisant appel à la contribution de l’ensemble des acteurs institutionnels et de terrain, et en se déclinant en plusieurs phases successives.

Alors que la première de ces étapes a actualisé l’état des lieux de notre enseignement et esquissé les missions de l’école du XXI^e siècle, Joëlle Milquet entend désormais présenter au gouvernement et au comité d’accompagnement du Pacte, ses projets pour la prochaine phase qui débutera dès le 28 septembre. Selon les documents que “La Libre” a pu se procurer, il apparaît que la ministre de l’Education va poursuivre le travail réflexif à travers une méthodologie qui se veut avant tout participative et globale.

Un rendez-vous pour de nombreux acteurs

Ainsi, les quatre axes thématiques précédemment définis ont été précisés pour se décliner en 20 groupes de travail, 5 pour chaque axe (voir ci contre).

Les volontés de la ministre seront soumises à l’approbation du gouvernement, mais ces groupes seront composés d’acteurs variés (experts académiques, membres des pouvoirs organisateurs, des associations de parents, directeurs, enseignants, ONG...).

Ces derniers seront chargés de clarifier leurs orientations, de détailler des

mesures concrètes, et de rédiger, d’ici le 29 avril prochain une série de plans d’action. L’ensemble sera chapeauté par le Bureau et le Groupe central.

La nécessité des arbitrages

Le programme s’annonce chargé, et tout le défi pour Joëlle Milquet sera de faire en sorte que son projet ne se transforme pas en une immense “*machine à gaz*” ronronnant sur ses constats. L’ambition de la ministre à travers cette phase participative, est au contraire que les acteurs de ces 20 groupes aboutissent à des consensus assez clairs et largement partagés. “*Si ce n’est pas le cas*”, nous confirme-t-on au cabinet, “*les arbitrages se feront au niveau du Groupe central qui supervise l’action des groupes de travail et, le cas échéant, au gouvernement.*”

“*Vingt groupes, c’est énorme*”, s’inquiète cependant un des acteurs principaux du projet. “*Vous imaginez le nombre de personnes que cela va rassembler ? Le résultat risque d’être brouillon, peu précis ou peu orienté. De plus, on reste encore dans la réflexion et on touche à tout : aux bouleversements numériques, à la formation des enseignants, à la réforme du maternel... C’est ambitieux, mais ne ratisse-t-on pas trop large ? On ne voit toujours pas ce que la ministre souhaite mettre en évidence.*”

Des résultats très attendus

Eugène Ernst, secrétaire général de la CSC-Enseignement fait le même constat. “*Nous avons rencontré la ministre, et nous lui avons signalé qu’il y avait pour nous trop de groupes de travail. La réflexion s’annonce difficile et les synthèses trop complexes.*”

Nous craignons qu'elles ne nous permettent pas de réaliser des choix assez clairs. Il risque d'y avoir une multiplication d'idées, et trop de propositions antagonistes."

Il est pour autant certain que de nombreux acteurs saluent les ambitions ac-

tuelles. Même l'opposition qui regrette ne pas être assez impliquée ne remet pas en cause l'ensemble du processus. En définitive, les attentes sont telles que c'est la capacité du Pacte à concrétiser des réformes qui inquiète encore, mais la ministre y serait attentive.

BdO

Épinglé

Les quatre grands axes

Adapter les savoirs et

compétences. On retrouvera pour plancher sur ce premier axe des groupes qui réfléchiront notamment à la revalorisation de l'enseignement qualifiant, à l'intégration de la culture à l'ensemble du cursus scolaire, ou à l'adaptation des apprentissages au monde numérique.

Améliorer le parcours scolaire

de l'élève et lutter contre les échecs et les inégalités. Des réflexions sur de meilleures orientations scolaires, sur la qualité de vie à l'école ou sur la juste place du maternel seront ici abordées.

Soutenir et investir dans les équipes pédagogiques.

La réforme de la formation des enseignants ou le renforcement de l'accompagnement de ces derniers font partie des objectifs.

Adapter la gouvernance

du système scolaire sera le dernier axe comportant des réflexions autour du rôle de l'inspection, d'un meilleur pilotage de l'ensemble du système scolaire ou d'une optimisation des infrastructures immobilières en lien avec le défi démographique.